

PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ANTOINE-SUR-RICHELIEU

RÈGLEMENT NO 2022-013

RÈGLEMENT DÉTERMINANT
LES TAUX DE TAXES,
COMPENSATIONS ET AUTRES
TARIFICATIONS POUR
L'EXERCICE FINANCIER 2022

ATTENDU QUE conformément à l'article 954 du *Code municipal du Québec*, le conseil municipal a préparé et adopté le budget de l'exercice financier 2022 pour y prévoir des revenus au moins égaux aux dépenses qui y figurent;

ATTENDU QUE la Municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu doit fixer, par le présent règlement, les différents taux de taxes, les tarifs de compensations, les conditions de perception, les tarifs pour les services et d'autres modalités, ceci en conformité de l'article 988 du *Code municipal du Québec*;

ATTENDU QU'en conformité de l'article 252 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, le Conseil doit fixer le nombre de versements exigibles pour les paiements des taxes;

ATTENDU QU'un avis de motion et de présentation du présent règlement a été dûment donné lors de la séance extraordinaire du 11 janvier 2022;

ATTENDU QUE le projet de règlement 2021-013 a été signifié plus de soixante-douze (72) heures avant la présente assemblée;

IL EST PROPOSÉ par monsieur _____, **APPUYÉ** par monsieur _____, et résolu à l'unanimité des conseillers qu'un règlement portant le numéro 2021-013 intitulé « Règlement déterminant les taux de taxes, compensations et autres tarifications pour l'exercice financier 2022 » soit et est adopté, et qu'il soit statué et décrété par ce règlement ce qui suit:

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

ARTICLE 2 EXERCICE FINANCIER

Un règlement est imposé pour prélever sur tous les biens-fonds imposables de la Municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu, une somme égale à la différence entre les revenus prévus et le total des dépenses. Ainsi, les taux de taxes et les tarifs pour les services énumérés ci-dessous s'appliquent pour l'exercice financier 2022.

ARTICLE 3: TAXE FONCIÈRE

Il est imposé et il sera prélevé une taxe foncière générale sur tous les immeubles imposables, suivant le taux particulier de la catégorie à laquelle ils appartiennent. Le taux de la taxe foncière fixé s'applique à la valeur réelle telle que portée au rôle en vigueur, sur tout terrain, lot ou partie de lot, avec toutes les constructions qui y sont érigées, s'il y a lieu, et tout ce qu'incorporé au fonds et défini par la charte et par la loi comme bien-fonds ou immeuble.

Une unité d'évaluation peut appartenir à plusieurs catégories.

Les taux sont fixés comme suit :

Catégories	Taux/100\$ d'évaluation
Agricole	0,5100 \$
Résiduelle incluant les immeubles de six logements ou plus, les immeubles non résidentiels et les immeubles industriels.	0,5700 \$

Le taux de taxe foncière fixée pour la catégorie d'immeubles agricole, comme apparaissant au rôle d'évaluation en vigueur, s'appliquent aux valeurs agricoles des exploitations agricoles enregistrées (EAE). La valeur non agricole des exploitations agricoles enregistrées est imposée au taux fixé pour les autres catégories d'immeubles.

ARTICLE 4 TRAITEMENT DES RÉSIDUS DOMESTIQUES, MATIÈRES RECYCLABLES ET ORGANIQUES

4.1 Immeubles autres que saisonniers

Aux fins de financer les coûts du service de traitement des résidus domestiques, matières recyclables et organiques, il est imposé et sera prélevé, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable, autre que saisonnier, situé sur le territoire de la Municipalité, un tarif de compensation pour chaque immeuble dont il est propriétaire, comme établi ci-dessous :

- 118,82\$ par unité de logement, incluant les exploitations agricoles enregistrées pour les résidus domestiques;
- 66,76\$ par unité de logement, incluant les exploitations agricoles enregistrées pour les matières recyclables;
- 97,97\$ par unité de logement, incluant les exploitations agricoles enregistrées pour les matières organiques.

4.2 Immeubles saisonniers

Aux fins de financer le service de traitement des résidus domestiques, matières recyclables et organiques, il est imposé et sera exigé, de chaque propriétaire d'un immeuble saisonnier imposable situé sur le territoire de la Municipalité, un tarif de compensation pour chaque immeuble dont il est propriétaire, comme établi ci-dessous :

- 59,41\$ par unité de logement, incluant les exploitations agricoles enregistrées pour les résidus domestiques;
- 33,38\$ par unité de logement, incluant les exploitations agricoles enregistrées pour les matières recyclables;
- 48,99\$ par unité de logement, incluant les exploitations agricoles enregistrées pour les matières organiques.

4.3 Immeubles commerciaux, industriels et institutionnels

Aux fins de financer le service de traitement des résidus domestiques, matières recyclables et organiques, il est imposé et sera exigé, de chaque propriétaire d'un immeuble commercial, industriel ou institutionnel imposable situé sur le territoire de la Municipalité, un tarif de compensation pour chaque immeuble dont il est propriétaire, comme établi à la grille tarifaire de la MRC de la Vallée-du-Richelieu jointe en annexe du présent règlement pour en faire partie intégrante.

4.4 Vente de bacs

La Municipalité offre la possibilité à tout propriétaire de se procurer un bac pour les résidus domestiques, les matières recyclables et les matières organiques auprès de celle-ci, et ce, jusqu'à épuisement des stocks.

Les coûts pour les différents bacs sont établis comme suit :

- Bac de résidus domestiques (360 litres) au prix d'acquisition par la Municipalité plus les taxes applicables;
- Bac de matières recyclables (360 litres) au prix d'acquisition par la Municipalité plus les taxes applicables;
- Bac de matières organiques (240 litres) au prix d'acquisition par la Municipalité plus les taxes applicables.

ARTICLE 5 TRAITEMENT DES FEUILLES MORTES - PÉRIMÈTRE URBAIN

Aux fins de financer le service de traitement des feuilles mortes dans le périmètre urbain pour l'exercice financier 2022, il est imposé et sera exigé, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé en périmètre urbain, incluant les exploitations agricoles enregistrées, un tarif de 16,44\$ par unité d'occupation et ce, pour chaque immeuble dont il est propriétaire. Dans le cas d'un immeuble à usage mixte entièrement occupé par un seul propriétaire ou un seul locataire, il est imposé un seul tarif par immeuble.

ARTICLE 6 TRAITEMENT DES MATIÈRES (ÉCOCENTRE)

Aux fins de financer le service de traitement des matières à l'écocentre pour l'exercice financier 2022, il est imposé et sera exigé, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé sur le territoire de la Municipalité, incluant les exploitations agricoles enregistrées, un tarif de 36,80\$ par unité d'occupation, et ce, pour chaque immeuble dont il est propriétaire. Dans le cas d'un immeuble à usage mixte entièrement occupé par un seul propriétaire ou un seul locataire, il est imposé un seul tarif par immeuble.

ARTICLE 7 SERVICE D'AQUEDUC

Aux fins de financer les coûts du service d'aqueduc pour l'exercice financier 2022, il est imposé et sera exigé, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé dans le secteur desservi par l'aqueduc, un tarif de compensation pour les frais d'exploitation (AIBR) et de distribution (entretien du réseau) pour chaque immeuble dont il est propriétaire, comme établi ci-dessous :

7.1 Tarif de base pour le service d'eau

Pour le service d'aqueducs, une compensation fixe de base est imposée par unité d'occupation et elle n'est pas divisible. Cette compensation fixe est considérée comme étant une consommation de 50 mètres cubes aux fins du calcul de la tarification de la consommation d'eau.

Dans le cas d'une unité d'évaluation qui comprend une exploitation agricole enregistrée (EAE) et une résidence, le tarif de base sera imposé et prélevé uniquement à la résidence.

Dans le cas d'une unité d'évaluation qui comprend une exploitation agricole enregistrée sans résidence, le tarif de base sera exigé et prélevé à l'exploitation agricole enregistrée, et ce, si une entrée d'eau est disponible et utilisée réellement par cet immeuble.

Dans le cas d'une unité d'évaluation qui comprend plus d'une unité d'occupation, le tarif de base sera imposé et prélevé uniquement à l'usage principal.

7.2 Tarif pour la consommation de l'eau

À la tarification de base s'ajoute, pour tout immeuble muni d'un compteur d'eau, une compensation imposée au taux de 0,70\$ du mètre cube d'eau consommé tel que mesuré pour l'année 2021 sauf à distraire une consommation équivalente à 50 mètres cubes, cela étant inclus à la tarification de base.

7.3 Tarif pour la location du compteur d'eau

Un tarif de 15,00\$ est prélevé pour chaque compteur d'eau installé sur un immeuble, cela étant pour la location dudit compteur. Ce tarif n'est pas divisible.

ARTICLE 8 TRAITEMENT ET DISTRIBUTION DES EAUX USÉES – COMPENSATION POUR LES FRAIS D'EXPLOITATION ET D'ENTRETIEN

Aux fins de financer les coûts du service d'égout sanitaire pour l'exercice financier 2022, il est imposé et sera exigé, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé dans le secteur desservi par l'égout sanitaire, incluant les exploitations agricoles enregistrées, un tarif de 76,76\$ par unité de logement ou par local dans le cas d'un immeuble à vocation principale autre que résidentielle.

ARTICLE 9 VIDANGE ET ENTRETIEN DES INSTALLATIONS SEPTIQUES

9.1 Vidange de fosse septique

Aux fins de financer le service de vidange de fosse septique, il est imposé et sera exigé, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable possédant une fosse septique sur le territoire de la Municipalité, incluant les exploitations agricoles enregistrées, un tarif de 65,00\$ pour chaque fosse septique de chaque immeuble dont il est propriétaire.

9.2 Entretien de l'installation septique

9.2.1 Entretien d'installation septique de type Bionest™

Conformément à l'article 300 du « Règlement 2016-05 concernant l'installation, l'utilisation et la prise en charge de l'entretien des systèmes de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet » de type Bionest™, il est imposé et sera exigé, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable, un tarif de compensation pour chaque unité de système Bionest™ dont il est propriétaire, comme établi ci-dessous :

- 556\$ pour les modèles SA-3D à SA-6D (entretien deux fois par année);
- 720,00 \$ pour les modèles SA-6C27D et SA-6C32D (entretien deux fois par année).

Lorsqu'une visite supplémentaire est nécessaire, les frais seront facturés par la Municipalité au propriétaire, cela étant établi selon les dépenses réelles engagées.

Cette taxe spéciale s'applique à une exploitation agricole enregistrée.

9.2.2 Entretien d'installation septique autre que Bionest™

Le propriétaire d'un immeuble muni d'une installation septique de type Bionest doit fournir à la Municipalité, une preuve de son contrat d'entretien annuel.

ARTICLE 10 SERVICE DE LA DETTE

10.1 Taxes à l'ensemble pour 100% de la dette

10.1.1 Règlement 2011-05 – caserne et garage municipal

Conformément au « Règlement 2011-05 concernant des travaux de construction pour l'agrandissement de la caserne, l'ajout d'un garage municipal et un emprunt de 532 200\$ », il est imposé et sera prélevé une taxe spéciale de 0,0109\$ par cent dollars (100 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation.

Cette taxe spéciale s'applique à une exploitation agricole enregistrée.

10.1.2 Règlement 2014-02

Conformément au Règlement 2014-02 relatif à l'acquisition d'un camion incendie lequel décrète une dépense et un emprunt de 304 995 \$, il est imposé et sera prélevé une taxe spéciale de 0,0059\$ par cent dollars (100 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation.

Cette taxe spéciale s'applique à une exploitation agricole enregistrée.

10.1.3 Règlement 2014-03

Conformément au Règlement 2014-03, règlement décrétant des travaux de réfection d'aqueduc, d'égout pluvial et sanitaire des rues Marie-Rose et Mauger ainsi qu'une dépense et un emprunt de 503 880 \$, il est imposé et sera prélevé une taxe spéciale de 0,0064 \$ par cent dollars (100 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation.

Cette taxe spéciale s'applique à une exploitation agricole enregistrée.

10.2 Taxe à l'ensemble pour 15% de la dette

10.2.1 Règlement 2004-002

Conformément au Règlement 2004-002, règlement décrétant des travaux de construction d'un réseau de collecte et de traitement des eaux usées pour le périmètre urbain ainsi qu'une dépense de 1 746 476,00 \$ et un emprunt de 1 737 461,00 \$, il est imposé et sera prélevé, pour quinze pour cent (15%) du service de la dette, une taxe spéciale de 0,0007\$ par cent dollars (100 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation.

Cette taxe spéciale s'applique à une exploitation agricole enregistrée.

10.3 Taxe au secteur pour 100% de la dette

10.3.1 Règlement 2006-001

Conformément au Règlement 2006-001, règlement décrétant des travaux de construction d'un réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire et pluvial pour un secteur de la rue Lecours ainsi qu'une dépense et un emprunt de 36 100,00 \$, il est imposé et sera prélevé, une taxe spéciale au secteur concerné de 42,77\$ du mètre linéaire (24,39 mètres linéaires) est imposée et prélevée.

Cette taxe spéciale s'applique à une exploitation agricole enregistrée.

10.3.2 Règlement 2016-06

Conformément au Règlement 2016-06, règlement autorisant des dépenses et un emprunt de 5 522 000 \$ aux fins de financement du programme d'aide financière de mise aux normes des installations septiques, il est imposé et sera prélevé au secteur concerné, une taxe spéciale individuelle en divisant les dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital de l'emprunt en proportion de l'aide financière accordée sur chacun des immeubles bénéficiaires dont le propriétaire est assujéti au paiement de cette compensation.

Cette taxe spéciale s'applique à une exploitation agricole enregistrée.

10.4 Taxes au secteur pour 85% de la dette

10.4.1 Règlement 2004-002

Conformément au Règlement 2004-002, règlement décrétant des travaux de construction d'un réseau de collecte et de traitement des eaux usées pour le périmètre urbain ainsi qu'une dépense de 1 746 476,00 \$ et un emprunt de 1 737 461,00 \$, il est imposé et sera prélevé, pour quatre-vingt-cinq pour cent (85%) du service de la dette, une taxe spéciale de 29,04\$ par unité portée au rôle d'évaluation pour le secteur concerné.

Cette taxe spéciale s'applique à une exploitation agricole enregistrée.

ARTICLE 11 MODALITÉS DE PAIEMENTS DES TAXES PAR VERSEMENTS

Les taxes, tarifs et compensations prévus au présent règlement, sont payables en un (1) versement unique dans les trente (30) jours suivant l'expédition du compte.

Toutefois, lorsque pour un compte, le total est égal ou supérieur à 300,00 \$, il peut être payé, au choix du débiteur, en un (1) versement unique payable au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte ou en quatre (4) versements égaux. Les dates de chacun des versements égaux étant pour le 1er versement, le ou vers le 30e jour qui suit l'expédition du compte de taxes, pour le 2e versement le ou vers le 60e jour suivant l'échéance du premier versement, pour le 3e versement le ou vers le 60e jour suivant l'échéance du deuxième versement et pour le 4e versement le ou vers le 90e jour suivant l'échéance du troisième versement

La directrice générale est autorisée à allonger ou réduire les délais d'exigibilité des versements prévus à l'alinéa précédent lorsque les dates d'exigibilité tombent un jour de fin de semaine et/ou un jour férié.

ARTICLE 12 PAIEMENT EXIGIBLE

Lorsqu'un versement n'est pas fait dans le délai prévu, seul le montant du versement échu devient immédiatement exigible.

ARTICLE 13 MODALITÉS ET ENDROIT DE PAIEMENT

Pour acquitter un compte de taxes ou un versement, plusieurs options s'offrent :

- Par chèque par la poste ou au bureau municipal;
- En argent comptant (sur les heures d'ouverture du bureau municipal);
- Par carte débit (sur les heures d'ouverture du bureau municipal);
- Par toute institution financière qui offre le service.

ARTICLE 14 RESPONSABILITÉ DE PAIEMENT

Tout propriétaire d'immeuble est responsable d'acquitter son compte de taxes. Il est aussi de sa responsabilité de le transmettre à son institution financière, s'il a choisi cette option de paiement. Pour tout propriétaire qui loue un immeuble, il est de sa responsabilité de se procurer son compte de taxes à l'endroit où il est envoyé à moins d'avoir fait le changement d'adresse auprès de la Municipalité dans le temps prescrit.

ARTICLE 15 ARRÉRAGES DE TAXES

15.1 Taux d'intérêt

À compter du moment où les taxes municipales, les compensations, la tarification et les frais deviennent exigibles, les soldes impayés portent intérêt au taux de 7 %.

15.2 Taux de pénalité

À compter du moment où les taxes municipales, les compensations, la tarification et les frais deviennent exigibles, les soldes impayés portent pénalité au taux de 5 %.

15.3 Rappel

Veuillez noter qu'un seul rappel de paiement vous sera envoyé après l'encaissement du dernier versement exigible, et ce pour tout paiement au solde de 10,00 \$ et plus.

ARTICLE 16 PÉNALITÉ SUR INSUFFISANCE DE FONDS

Lorsqu'un chèque ou un ordre de paiement est remis à la Municipalité et que le paiement est refusé par l'institution financière, des frais administratifs équivalents à ceux exigés par ladite institution financière seront réclamés au tireur de chèque, en sus des intérêts exigibles.

ARTICLE 17 PÉNALITÉ SUR REMBOURSEMENT

Lors d'une demande par un contribuable pour un remboursement égal ou supérieur à 100,00 \$ d'un montant payé en trop ou par erreur, des frais de 20,00 \$ seront exigés et déduits du montant total du remboursement demandé.

Aucun remboursement de la part de la Municipalité ne sera fait suite à une demande par un contribuable pour un montant inférieur à 100,00 \$ d'un montant payé en trop ou par erreur. Le solde s'affichant en crédit sera appliqué lors d'une prochaine échéance de paiement.

ARTICLE 18 PÉNALITÉ SUR MODIFICATIONS

Toute demande pour reprendre ou retenir ou faire déplacer à une autre date un chèque déjà déposé à la Municipalité, des frais administratifs au montant de 20,00 \$ seront réclamés de la part de la Municipalité au payeur en question.

ARTICLE 19 AUTRES PRESCRIPTIONS

Les dispositions indiquées à l'article 11 s'appliquent également, en effectuant les adaptations nécessaires, à toutes les taxes ou compensations municipales perçues par la Municipalité.

Les suppléments de taxes municipales découlant d'une modification au rôle d'évaluation et les factures complémentaires assimilables à une taxe sont payables selon les délais prescrits par l'article 11 du présent règlement.

Comme prévu à l'article 11 de la *Loi concernant les droits de mutations immobilières*, le droit de mutation est exigible à compter du trente et unième (31^e) jour suivant l'envoi d'un compte à cet effet par le fonctionnaire chargé de la perception des taxes de la Municipalité. Il porte intérêt à compter de ce jour aux taux en vigueur pour les intérêts sur les arriérés de ces taxes.

ARTICLE 20 TARIFS ET MODALITÉS POUR BIENS ET SERVICES MUNICIPAUX RENDUS PAR LA MUNICIPALITÉ

À compter de l'exercice financier 2022, les tarifs suivants s'appliquent pour les services municipaux rendus par la Municipalité aux citoyens ou aux autres demandeurs non citoyens de la Municipalité. Lorsqu'il s'agit de location d'un local avec ou sans équipement supplémentaire à la location, le locataire doit signer le formulaire prescrit par la Municipalité et se conformer à toutes les dispositions prescrites.

20.1 Photocopie (prix unitaire avant taxes)

- noir et blanc / recto : 0,25 \$
- noir et blanc / recto verso : 0,35 \$
- couleur / recto : 0,40 \$
- couleur / recto verso : 0,50 \$

20.2 Télécopie

- Local : 1,00 \$
- Interurbain : 2,00 \$
- Outremer : 4,00 \$

20.3 Rétro-excavatrice

120,00 \$ / heure, et le matériel ou les matériaux doivent être fournis par le demandeur.

ARTICLE 21 ADMINISTRATION ET APPLICATION

La directrice générale ou son remplaçant désigné par la Municipalité, est autorisée à préparer immédiatement un rôle de perception comprenant toutes les taxes, compensations et tarifications, tant générales que spéciales, imposées par règlement de la Municipalité, y compris les autres redevances dues à la Municipalité et à procéder à la perception desdites taxes, compensations, tarifications ou redevances conformément à la loi.

La directrice générale est la fonctionnaire désignée pour appliquer le présent règlement ainsi que toute personne qu'elle désigne à cet effet.

ARTICLE 22 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Jonathan Chalifoux
Maire

Cynthia Bossé
Directrice générale

Avis de motion : 11 janvier 2022
Dépôt du projet : 11 janvier 2022
Adoption : _____ 2022
Avis public d'entrée en vigueur : _____ 2022

PROJET

ANNEXE A

GRILLE TARIFAIRE DE LA MRC DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU RELIÉE AUX
IMMEUBLES COMMERCIAUX, INDUSTRIELS ET INSTITUTIONNELS

PROJET